

Dettes publiques et crise financière

Une très dangereuse fuite en avant

P 4

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 921

20 octobre 2011

prix : 0,70 €

23 octobre :



Commemorons l'esprit de résistance

■ Primaire socialiste

Le désir d'en finir
avec Sarkozy

P 2

■ L'Echo des commémorations

Aymeric Seassau revient
sur l'implication des com-
munistes dans la réussite
des commémorations
de Châteaubriant

P 3

■ Mobilisations

6,11 et 15 octobre,
le mouvement social
refuse l'austérité

P 5

■ Ecosocialisme

Quelle alternative radicale
à la catastrophe écologique
capitaliste

P 6

■ Collectivités locales

Les élus
communistes
s'opposent
au schéma
départemen-
tal de coopé-
ration inter-
communale
imposé
par le préfet



P 7

Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de
Loire-Atlantique, ce sont des
milliers d'abonnés ou de lec-
teurs occasionnels.

Abonnements, diffusion mili-
tante :

**Participez à la diffusion
des Nouvelles de Loire-
Atlantique !**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00
ou redac.nla@orange.fr

L'actualité politique...

EN BREF

Nourri sur la bête



On est jamais mieux servi que par soi-même dit le proverbe, c'est sans doute ce qu'a pensé Pierre Mariani le PDG de Dexia quand il est arrivé à la tête de la banque en s'octroyant une augmentation de 30%. Il faut dire que grâce à son excellent travail la banque est aujourd'hui démantelée, ça valait bien une augmentation par anticipation.

Sauve qui peut

Ils tentent de nous refaire le coup une seconde fois, il faudrait que nous y allions encore de nos poches pour recapitaliser les banques. Pour autant le Crédit Agricole c'est 881 millions d'euros de bénéfice au 2nd trimestre 2011, la BNP 2,1 milliards, la société générale 747 millions... De qui se moque-t-on ???

Sarko le rouge

Attention, le budget 2012 va enfin changer la donne, grâce à l'UMP les riches vont enfin être mis à contribution, et plus sévèrement que prévu (mais pas trop) puisque le seuil de la taxe sur les hauts revenus, initialement envisagé à 500.000 euros, s'établira dès 250.000 euros. Les revenus compris entre 250.000 et 500.000 euros seront taxés à hauteur de 3% et ceux supérieurs à 500.000 euros seront taxés de 4% et ce pas plus de 2 ans. Pas vraiment de quoi frémir !!!

Le ciel lui est tombé sur la tête

A l'issue du premier tour des primaires socialistes Ségolène Royal, la voix chevrotante et la larme à l'œil déplorait sa déconfiture. Après avoir contesté le transfert de l'aéroport de Notre Dame des Landes, c'est le ciel qui lui est tombé sur la tête !

Censure

Ils n'ont pas vraiment envie de rigoler, les islamistes tunisiens !!! C'est la chaîne Nessma qui leur a passé le sourire en diffusant le dessin animé Persepolis ! Un brun chatouillés par l'œuvre de Marjane Satrapi ils ont tenté de mettre le feu à la chaîne. Un brun chatouillé aussi le crif suite à la diffusion du magazine un œil sur la planète de France 2 qui faisait état de la situation en Palestine. L'association demande même un rendez-vous au président de France télévision en présence de l'ambassadeur d'Israël. La vérité chatouille beaucoup c'est temps-ci !!!

Point de vue

par Jérôme TURMEAU

Sale temps pour Sarkozy. En chute libre dans les sondages, non seulement son parti perd toutes les élections depuis 2007 mais l'homme doit aussi faire face à une véritable cacophonie à l'UMP, à des primaires socialistes dont on peut retenir quelles sont l'expression d'une aversion envers sa politique, à de sales affaires qui pourraient l'éclabousser, sans compter que le mouvement social commence à s'exprimer.

300000 personnes ont pris le pavé à l'appel de cinq organisations syndicales le 11 octobre dernier contre les politiques de rigueur menées tambour battant à travers toute l'Europe. Un mouvement qui fait suite à la mobilisation des retraités et à celles des enseignants à la rentrée.

Si la mobilisation du 11 octobre n'a pas eu l'ampleur du mouvement de l'automne 2010 il ne faut toutefois pas, en cette période préélectorale, en sous-estimer la portée.

L'UMP ne fait plus recette, elle ne fait même plus illusion. Au-delà du rejet de la politique du président s'exprime un besoin de rupture et une volonté des français de donner leur avis.

Pour 2012, justement, le PCF et ses partenaires du Front de gauche ne demandent pas aux citoyens de choisir entre telle ou telle figure emblématique, mais

bien plus, de s'approprier, de donner leur point de vue et de contribuer à l'enrichissement du programme du front de gauche.

La richesse des propos que nous avons pu

entendre le 11 octobre dernier, le ralliement de syndicalistes à l'appel de Marie-George Buffet pour la construction

de Fronts de lutte, montre outre un intérêt certain à notre démarche, la hauteur des exigences qui se font jour.

L'indignation prend corps, reste à la gauche d'être à la hauteur des attentes qui s'expriment c'est là tout le défi que tentent de relever les militants communistes et leur partenaires.

Les français ne se contenteront pas de demi mesures, leur donner la parole aujourd'hui, c'est faire en sorte de peser sur le débat à gauche et d'ouvrir une alternative.



Les français ne se contenteront pas de demi mesures

Primaires : La volonté de battre la droite

Outre le succès des primaires socialistes que l'on ne peut que reconnaître, force est de constater que ce qui a motivé bon nombre de citoyens (2,5 millions au premier tour, 2,9 au second) à participer c'est la volonté de chasser Sarkozy de la présidence de la République. Une volonté qui fait montre de l'intérêt des citoyens pour le débat politique à gauche.

Des primaires qui pour Pierre Laurent traduisent « une volonté de rassemblement bien à gauche » avec la percée d'Arnaud Montebourg et le faible score de Manuel Valls. Le candidat du front de gauche à la présidentielle avait quant-à lui salué à l'issue de pre-

mier tour : « la percée spectaculaire d'Arnaud Montebourg et des idées de rupture qu'il porte dans des termes souvent identiques à ceux du Front de gauche »

Dans notre département, plus de 75000 personnes ont participé au premier tour de ces primaires et 5000 de plus au second, avec des résultats assez identiques aux résultats nationaux :

- Pour le premier tour :
- François Hollande : 41%
- Martine Aubry : 32%
- Arnaud Montebourg : 16%
- Ségolène Royal : 6%
- Manuel Valls : 5%



- Jean-Michel Baylet : - de 1%
Pour le second tour, François Hollande arrive en tête avec 56,11% des suffrages.

Ces primaires socialistes auront été autant, sinon plus, une bataille des égaux qu'une réelle bataille des idées. Une nouvelle forme de désignation du candidat à la présidentielle qui a pour

effet paradoxal de renforcer la présidentialisation en plus de nourrir le bipartisme. Nous sommes là, bien loin de l'attitude adoptée par le Front de gauche qui pour candidat porte d'abord le programme populaire et partagé. Un programme de rupture qui connaît un vif succès depuis le début de sa diffusion à la fête de l'humanité.

De vous à moi...

Inconcevable, si l'on était un premier avril on ne croirait pas à cette information : « le parquet veut étendre l'immunité présidentielle aux proches du président ».

Pourtant, déjà en 2010, le parquet de Paris avait classé sans suite une première plainte au motif que l'immunité dont bénéficie le chef de l'Etat durant son mandat devait "s'étendre aux actes effectués au nom de la présidence de la République par ses collaborateurs". En cause, « l'affaire des sondages » qui remonte à 2007. Cette année là, une convention

est signée au nom de la présidence par Emmanuelle Mignon, ex-directrice de cabinet de Nicolas Sarkozy, avec une société dirigée par Patrick Buisson, alors conseiller du président de la République (et accessoirement ex-directeur de minute) et ce, sans aucun appel d'offre. Un contra juteux qui rapportera à l'ami et conseiller du président 1,5 million d'euros. En 2010, Comme Sarkozy ne peut être mis en cause, protégé par son immunité, c'est alors Emmanuelle Mignon et Patrick Buisson qui sont inquiétés par la justice !!! En vain.

En vain rime avec divin! C'est la justice divine de Sarkozy qui s'applique et une deuxième plainte déposée dans cette affaire pourrait avoir à souffrir des mêmes suites qu'en 2010. Il faut dire que Sarkozy s'emploie pleinement à rendre la justice plus indépendante puisqu'il devrait faire déplacer un procureur sur deux en fonction des affaires qui de près ou de loin pourraient l'atteindre.
Divin, il suffit au prince de faire nommer là où il en a besoin ses valets les plus serviles pour passer entre les gouttes !!!

...en Loire Atlantique.

L'Echo des Commémorations

« les valeurs de la résistance ont toujours été d'actualité »

Il y a de la fierté pour les communistes de Loire-Atlantique à contribuer, avec la CGT, les familles de fusillés, l'amicale et le comité du souvenir à la réussite des commémorations de Châteaubriant. La dimension de ce rassemblement populaire où l'on vient par centaines dans la carrière, en famille, entre camarades, avec les enfants des écoles de Châteaubriant et des comédiens réalisant bénévolement des spectacles de grande qualité témoigne de ce que les valeurs de la résistance ont toujours été d'actualité. « Celui qui ne connaît pas son histoire est condamné à la revivre » disait Marx. La mémoire et l'Histoire ont toujours été au cœur des batailles idéologiques et politiques, aux prises avec le présent. En fusillant les otages de Châteaubriant, les barbares nazis faisaient écho aux forces réactionnaires qui voulaient prendre leur revanche sur le Front populaire. En nous rendant en masse chaque année à Châteaubriant, nous répondons tout simplement : Présent !

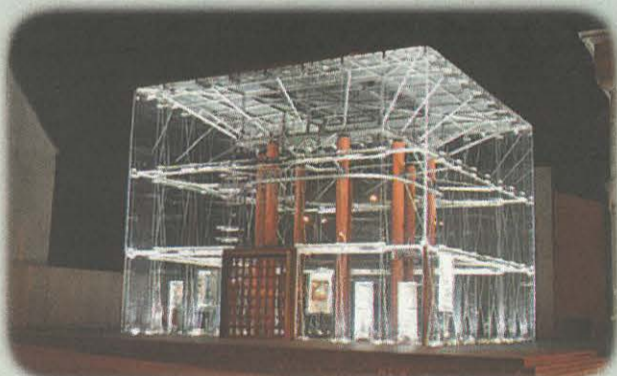
70 ans après le 22 Octobre 1941, alors que l'extrême droite réalise en France et en Europe des progrès inquiétants le **secrétaire général de la CGT et le secrétaire national du PCF rendront hommage aux fusillés et parleront à la même tribune.** Depuis le printemps nous travaillons avec Pierre Laurent et la direction nationale du PCF à ce que les communistes de nombreuses régions de France contribuent à faire de ces 70èmes commémorations une édition exceptionnelle comme le laissent à penser les très nombreux cars annoncés.

Aymeric Seassau - Secrétaire fédéral de la fédération de Loire-Atlantique du PCF

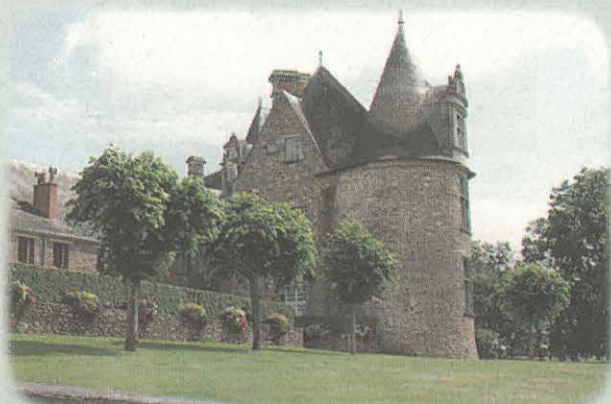
...Les infos pratiques sur les commémorations en page 8...



CHATEAUBRIANT UNE VILLE À DÉCOUVRIR...



- SON THÉÂTRE DE VERRE
- SON CHÂTEAU MÉDIÉVAL ET RENAISSANCE



- UNE CITÉ RICHE D'HISTOIRE
- UN PÔLE D'ÉQUILIBRE ÉCONOMIQUE



FRANCE FLEURS

Fleuriste Interflora

ouvert tous les jours
le lundi de 9 h à 12 h
14 h à 19 h
du mardi au samedi
de 9 h à 19 h 30
le dimanche matin de 9 h à 13 h

11 Place de la Motte
CHATEAUBRIANT
Tél. 02.40.81.23.43

vins
VINS

la Cave
vincent bécam

les Spécialités

2 rue du 11 Novembre
centre ville - près du Château
44110 CHATEAUBRIANT

02 40 81 84 40
cave.chateaubriant@gmail.com

Jules Verne

78 bd Jules Verne
"Route de Paris"
44300 NANTES

02 51 89 97 52
cavejulesverne@gmail.com

VillaVerde



JARDINERIE
ANIMALERIE
DÉCORATION
FLEURISTERIE

Vraiment
jardinier
Vraiment
pleins d'idées

La rosée - 30 rue Alsace Lorraine - CHATEAUBRIANT - 02 40 81 05 21

Le dossier.

Dettes publiques et crise financière!

Une très dangereuse fuite en avant !

■ Une bombe à retardement !

Certains vous diront que c'est le problème numéro un pour imposer la rigueur quand d'autre vous expliqueront que la dette est une invention de la droite. La réalité est malheureusement plus compliquée. Depuis 2002, les recettes de l'Etat se sont amenuisées au fil des réformes fiscales conduites par la droite. Selon une étude réalisée par Terra Nova, ce sont 20 milliards d'euros par an, soit un point de la richesse nationale, qui ont été perdus, au profit des plus aisés. Quant aux différents allègements accordés aux entreprises, le manque à gagner total s'élève pour l'Etat à 172 milliards d'euros en année pleine, soit 67,7%. Avec la crise et la récession de 2009, la plus importante depuis la seconde guerre mondiale, les recettes ont encore diminué et les dépenses de l'Etat avec les plans de sauvetage bancaire, les miettes de relance ou encore l'explosion du chômage ont explosé. **Résultat : la dette de la France a atteint fin juin 1646,1 milliards d'euros, soit 84,5% du PIB.**

Et la charge de la dette -les intérêts payés par l'Etat- sont devenus le premier poste budgétaire 50 milliards, devant l'Education 46 milliards d'euros. Une

bombe à retardement qui nous met face à la bonne volonté des marchés. Toutefois, cette situation n'est pas une fatalité et la rigueur n'est pas la solution. Pire, elle nous conduirait à la récession, à un plus profond trou dans les caisses de l'Etat et in fine à un défaut de paiement.

Charge de la dette : premier poste budgétaire !

Auparavant l'Etat pouvait emprunter directement et sans intérêts auprès de la Banque Centrale. Pour Michaël CHETRIT, économiste, « la somme actualisée des intérêts de dettes payées aux marchés depuis 1974 représentent pour la France près de 1200 milliards d'euros » ! Il faut remettre en cause le recours aux marchés comme mode privilégié de financement des Etats. Il faut instaurer un nouveau financement des dépenses publiques utiles par la BCE. Mais aussi une réforme de la fiscalité pour accroître les recettes des impôts, faire reculer les inégalités, dégager des ressources immédiates pour la protection sociale et encourager la croissance de l'emploi et des richesses réelles.

■ Les banques dans le marasme...



Dexia, première banque de taille à être victime de l'actuelle crise de la dette dans la zone euro, va être démantelée.

La banque subit le contrecoup d'une stratégie qui l'a conduite à se mouler dans la stratégie de financiarisation de ces deux dernières décennies. En 2008, la banque avait été frappée une première fois de plein fouet par le krach financier. L'héritière du Crédit Local de France s'était lancée dans des opérations spéculatives sur les marchés financiers globalisés. La crise des subprimes aux Etats-Unis et ses répercussions en Europe ont rendu ces opérations désastreuses et se sont soldées par une perte de 6,5 milliards d'euros. Paris et Bruxelles avaient dû nationaliser de fait pour éponger ses dettes. Aujourd'hui les mêmes causes ont les mêmes effets, ce sont plusieurs milliards que la France et La Belgique vont devoir réinjecter. Tout cela avec l'argent des contribuables...

Raymond LANNUZEL



Clotilde Mathieu
Journaliste économique à l'Humanité

Ils ont dit

■ Pourquoi la crise?



Après la crise financière de 2009 les Etats sont intervenus financièrement et très massivement pour sauver le système

bancaire, s'endettant au passage très lourdement. Aujourd'hui ceux-là même qui avaient « fauté » par leur imprévoyance face à l'évidence (les agences de notations par exemple) viennent donner des leçons aux Etats. Les marchés dont la cupidité nous a plongés dans la crise en viennent maintenant à exiger des mesures d'austérité. Mesures d'austérité qui visent ni plus ni moins à faire payer cette crise aux peuples et à rassurer les « investisseurs », c'est-à-dire leur garantir qu'ils vont pouvoir continuer à se gaver sur le dos du plus grand nombre. Les causes de la crise sont nombreuses, on peut essayer d'en distinguer quatre plus particulièrement :

1. Une cause endémique au système, sa logique profonde c'est la course effrénée au profit. Des colonisations à la mondialisation, des guerres aux

frappes chirurgicales, peu importe « comment », ce qui compte c'est « combien » cela rapporte. « La course au profit est destructrice : elle est, explique Marx, indifférente aux valeurs d'usage, c'est-à-dire au sort fait aux personnes et à la nature ».

2. Des Etats qui doivent recourir aux banques pour se financer. L'obligation faite à l'Etat en 1974, généralisée et consacrée avec le traité de Maastricht de 1992, de se tourner vers le privé pour ses besoins de financement a des conséquences dramatiques. Auparavant, l'Etat pouvait emprunter directement et sans intérêts auprès de la Banque Centrale. Cette possibilité perçue comme un manque à gagner par les banques a été interdite au profit de l'endettement sur les seuls marchés financiers. Pour Michaël Chetrit, économiste, « la somme actualisée des intérêts de dettes payées aux marchés depuis 1974 représentent pour la France près de 1200 milliards d'euros », à comparer avec les 1641 milliards du total de la dette publique !

Cette situation permet ainsi aux banques de se refinancer auprès de la BCE à moins de 1% et de fixer des taux exorbitants aux Etats. Plus de 4% pour la France qui bénéficie pourtant d'un AAA auprès des agences de notation, plus de 6% pour l'Italie, plus de 14% pour la Grèce.

Loin de jouer un rôle de financement auprès des Etats, la BCE crée des centaines de milliards de liquidités pour refinancer les banques et les marchés sans contreparties sur l'utilisation de ces fonds.

Un système devenu totalement pernicieux avec la mise en place d'outils spéculatifs qui « à l'œuvre dans la crise de 2007-2008 sont restés quasiment intacts : Paradis fiscaux, opacité des transactions, « produits dérivés » et « ventes à découvert » utilisés sur des marchés orientés à la baisse, avant souvent de racheter plus tard des titres à prix diminués ».

3. Explosion de l'endettement privé. Depuis 30 ans, la part des salaires dans la redistribution des richesses n'a cessé de baisser au bénéfice des revenus du Capital qui ont ainsi récupéré plus de 10 points. Résultat « pour maintenir le niveau des débouchés économiques le capitalisme financier a généré un endettement massif de tous les agents économiques » et il a pris le dessus sur l'économie réelle. Les crises américaines, irlandaises, espagnoles, sont d'abord des crises de dettes privées, le sauvetage des banques, les auront transformées en dettes publiques. « Privatiser les profits et socialiser les dettes » telle est la politique mise en œuvre par les politiques libérales.

4. Avec les cadeaux aux banques, les cadeaux aux riches. Après avoir réduit les marges de manœuvres financières des Etats, après avoir généré l'endettement massif des agents économiques, les politiques libérales se sont attachées à réduire au maximum le poids de l'impôt sur les plus riches. De cadeaux fiscaux en réductions de l'impôt sur les bénéficiaires, cette politique a fait perdre des milliards aux finances publiques. Pour la France les cadeaux fiscaux représentent 110 milliards par an.....

Extrait d'un texte de Texte Bob Injey - <http://www.pcf.fr/11387>

■ Budget de l'Etat 2012.

Le projet de budget du gouvernement veut mettre les collectivités locales au pain sec.

En effet, déjà sous le coup de restrictions budgétaires, les collectivités locales pourraient se voir imposer 200 millions d'euros d'économies supplémentaires. Une menace qui pèse sur les projets d'investissements de nos communes, intercommunalités, départements et régions, investissements qui s'élèvent à 75 Milliards chaque année.

Le gouvernement, dans le cadre du plan de rigueur annoncé fin

août, veut réaliser une « économie » de 1 milliard d'euros supplémentaire. Les dotations de l'Etat aux Collectivités Locales diminueraient de 200 millions d'euros soit 20 % de l'effort global demandé par le ministère de l'économie et des finances.

Pour les élus locaux, en particulier ceux des communes, le ras le bol est atteint. Ils ont déjà subi la réforme des collectivités territoriales, la suppression de la Taxe professionnelle, le gel pendant 2 ans des dotations de l'Etat, la fin du cumul possible des subventions des départements et régions, les projets des Schémas Départementaux de Coopération

Intercommunale qui lamine la démocratie locale.

La colère des élus locaux s'est déjà manifestée lors des élections sénatoriales. Le gouvernement serait bien inspiré d'en tenir compte. Pour réduire la dette publique (celle de l'Etat), on peut par exemple remettre en cause les cadeaux fiscaux aux plus riches et les réductions d'impôt sur les bénéficiaires qui privent les finances publiques de 110 milliards chaque année ou les exonérations de cotisations sociales patronales qui coutent annuellement près de 30 milliards !

Hubert DELAHAYE



Le social au cœur.

PRENONS NOTE...

Facteurs d'Avenir...

Les agents de Saint Etienne de Montluc ont obtenu, au bout d'une semaine de grève, le report d'un mois (au 22 novembre 2011), de la « réorganisation » se traduisant par la suppression de deux postes. Il faut dire que l'action a touché également au fil des jours, d'autres bureaux du département (Couéron, Sautron, La Chapelle Sur Erdre...). 60 postiers étaient rassemblés devant leur direction départementale le 5 octobre, avant de manifester avec l'ensemble de leurs collègues le 11 octobre. Tous revendiquent des emplois, moins de précarité et l'amélioration de leurs conditions de travail pour que les facteurs aient réellement un avenir.

Dexia : tous concernés !

Les collectivités locales ne doivent pas payer les errements de Dexia. L'ANECR, les députés et sénateurs communistes et républicains ont écrit au Premier Ministre, lui demandant qu'une délégation soit reçue, pour exprimer leur exigence de garantie et de justice pour les collectivités locales. Ils appellent élus et citoyens à se rassembler à proximité de l'Hôtel Matignon mercredi 19 octobre à 11 heures.

Lyondell Basell

La raffinerie dans les Bouches du Rhône, en grève du 27 septembre au 8 octobre, ne verra aucun licenciement avant le 31 mars 2012. Les salariés ont fait reculer la multinationale en gagnant un temps précieux. Ce sursis ne doit pas être l'occasion pour les majors d'organiser à leur guise les marges de profits qu'elles espèrent se créer autrement. Il doit permettre à présent de trouver des solutions durables pour l'avenir de la raffinerie et du site. L'Etat doit prendre ses responsabilités pour élaborer ces solutions avec l'ensemble des acteurs potentiels !

Droit de vote des étrangers : bientôt ?

Dans un communiqué du 3 octobre, le collectif Votation citoyenne se félicite du basculement à gauche du Sénat, souhaitant qu'il prenne rapidement des initiatives pour concrétiser cette urgence démocratique. Il appelle de ses vœux une future Assemblée nationale composée d'élus favorables au droit de vote des étrangers, afin que très rapidement, fin 2012-début 2013, le congrès puisse être réuni, après le vote favorable des deux assemblées, pour procéder à la modification constitutionnelle nécessaire pour que soit enfin reconnu, après trente ans de débats et de promesses, le droit de vote des étrangers aux élections locales.

Sur-taxation des mutuelles : NON !

Selon le président de la Mutualité française « L'alourdissement de la taxation par le gouvernement des contrats de santé des mutuelles va pousser ces dernières à augmenter en moyenne leurs tarifs de 4,7% en 2012 ». La taxe sera répercutée sur les cotisations des mutualistes à hauteur de 3,2% auxquels il faudra ajouter 1,5% correspondant à "l'évolution tendancielle des dépenses de santé et une extrapolation des économies" décidées dans le cadre du budget de la Sécu (notamment déremboursements de certains médicaments). Selon un sondage Harris Interactive, 86% des Français estiment que la décision de l'état va entraîner une baisse du pouvoir d'achat, 84% qu'elle va pousser certaines personnes à ne plus prendre de mutuelle, 81% qu'elle constitue une atteinte au modèle français de protection sociale et que le secteur de la santé ne devrait pas être concerné par les hausses de taxe.

Un tous ensemble indispensable !

5 jours après le 6 octobre, qui a vu se mobiliser les retraités, à l'appel de l'intersyndicale CGT, CFDT, FSU, UNSA et Solidaires, près de 200 manifestations se sont déroulées à travers le pays, contre le plan de rigueur du gouvernement. Ils étaient autour de 10 000 dans les rues de Nantes, 7000 à Saint Nazaire, plusieurs centaines à Ancenis et Châteaubriant, du privé comme du public, à refuser l'austérité, mais également défendre leurs revendications, entreprise par entreprise. Les cinq confédérations ont voulu opposer une réponse unitaire des salariés, retraités et chômeurs au plan gouvernemental contre les déficits et pour les mesures urgentes en faveur d'une autre répartition des richesses. Les revendications communes étaient notamment l'abandon du doublement de la taxation des complémentaires santé, la défiscalisation des heures supplémentaires et le soutien du pouvoir d'achat, ainsi que la mise en œuvre de la taxe sur les transactions financières, et faire de l'emploi une priorité, y compris dans la Fonction Publique, avec l'arrêt immédiat des suppressions d'emplois. Selon le sondage, commandé par la CGT à l'institut Louis Harris et publié le 5 octobre, **69% des salariés soutenaient la mobilisation**. Car le mécontentement et les exigences dépassent largement le nombre « visible » mobilisé le mardi 11. La conscience grandit que l'heure n'est pas à l'attentisme « préélectoral ». La volonté grandit aussi de voir ces priorités au centre des futures échéances présidentielle et législatives. Ainsi, 125 personnes ont signé l'appel pour Le Front des Luttes, lancé par Marie Georges BUFFET à la fête de l'Huma, « Pour organiser la contre-attaque à l'égard des réformes que la droite envisage de faire passer en force et porter ensemble les objectifs fondamentaux du Front de Gauche ! La mobilisation est en marche : Place au Peuple ! »



Un projet pour BEGHIN SAY

Depuis l'été 2009, Béghin Say ne raffine plus de sucre à Nantes. L'activité a été transférée à Olmedo, en Espagne. Au passage, l'effectif est passé de 172 à 90 salariés qui ne font plus, désormais, que du conditionnement de sucre en morceaux. Tereos s'était donné entre deux et quatre ans pour décider du sort de son usine nantaise. Fin janvier 2011, deux « options » étaient à l'étude, selon la CGT : soit on continue jusqu'à la mi-2012, soit on ferme à la fin 2011». La Direction déclarant que « Tant que le projet de redéploiement de l'activité sur nos autres sites n'est pas bouclé, il n'y aura pas de date d'arrêt pour l'atelier de conditionnement de Nantes ». Parallèlement le 4 février 2011, un communiqué officiel du groupe, consultable sur son site web, fait part

d'une « forte croissance des résultats financiers 2009-2010, d'un renforcement de la structure financière, et d'un fort développement », exposant qu'« au cours de l'exercice 2009/10, dans un environnement marqué par des marchés volatils et la poursuite de la consolidation du secteur au niveau mondial, le groupe Tereos enregistre une nouvelle progression de ses marges bénéficiaires, tout en diminuant son taux d'endettement. » Nous n'avons donc pas à faire à un groupe affaibli par la crise. Aussi, plutôt qu'attendre le bon vouloir de leurs actionnaires, les salariés de Béghin Say ont pris les devants. **La CGT soumet à sa Direction un contreprojet**, pour recréer un site de conditionnement dans la zone portuaire de Cheviré. Cela

Mondialisation des exigences



Comme en écho au 11 octobre, la première journée mondiale des indignés s'est déroulée 4 jours plus tard, avec plusieurs dizaines de milliers de manifestants. Les indignés ont manifesté dans 951 villes de 82 pays, contre la précarité liée à la crise et le pouvoir de la finance. A New York, la manifestation anti-Wall Street a rassemblé plusieurs milliers de personnes, selon la police. A Washington, plusieurs milliers d'autres indignés ont manifesté contre la rapacité de la finance, pour l'emploi et la justice. 300 manifestants devant la Maison Blanche et le département du Trésor, contre la "mafia financière", avant de rejoindre un autre rassemblement, fort de plusieurs milliers de personnes, réunies à l'appel d'une vingtaine d'organisations. Plus de 10.000 Canadiens également, dont 5.000 dans le quartier financier de Toronto. A Londres, 800 se sont rassemblés dans la City. A Rome, des dizaines de milliers de personnes, à Athènes, plusieurs milliers de manifestants devant le

parlement, et au Portugal, 50.000 personnes de tous âges ont défilé à Lisbonne, aux cris de "FMI dehors". A Madrid, berceau du mouvement né le 15 mai, des dizaines de milliers de personnes ont convergé jusqu'à la Puerta del Sol, place emblématique des indignés. Mais aussi : 5.000 à Santiago du Chili, un millier à La Haye, autant place de la Bourse à Amsterdam, 3.000 à Zagreb et des centaines dans d'autres villes, dont Sarajevo et Belgrade. Un millier sur la Paradeplatz à Zurich, place emblématique de la finance suisse, 6.000 devant la Naqce Centrale Européenne à Francfort, plusieurs centaines à Paris et une centaine à Nantes à l'appel d'organisations de jeunesse dont la JC...

A tel point que Mario DRAGHI, Gouverneur de la Banque d'Italie, et appelé à présider la BCE en novembre, a déclaré, en marge du G20 réuni à Paris : « Les jeunes ont raison d'être indignés. Ils sont en colère contre le monde de la finance. Je les comprends. »



Evènements, culture, idées.

L'"écosocialisme"

Alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste

Michael Löwy est un philosophe et sociologue brésilien qui vit en France depuis 1969. Dans ce nouveau livre il définit "l'écosocialisme" comme un courant politique fondé sur une constatation essentielle : « **la sauvegarde des équilibres écologiques de la planète, la préservation d'un environnement favorable aux espèces vivantes – y compris la nôtre – sont incompatibles avec la logique expansive et destructrice du système capitaliste** ».

Il souligne que « **les "décideurs" de la planète – milliardaires, managers, banquiers, investisseurs, ministres, parlementaires et autres experts – motivés par la rationalité bornée et myope du système, obsédés par les impératifs de croissance et d'expansion, par la lutte pour les parts de marché, par la compétitivité, les marges de profit et la rentabilité, semblent obéir au principe proclamé par Louis XV : "Après moi, le déluge".** »

Pour y faire face, le défi est d'associer deux démarches complémentaires, de combiner d'une part le combat pour l'intérêt écologique de classe de la majorité, c'est-à-dire des non-propriétaires de capital, et d'autre part les luttes politiques des minorités actives pour un changement culturel radical. Dit autrement, « **réussir – sans cacher les diver-**

gences ni les désaccords inévitables – une composition politique qui rassemblerait tous ceux qui savent qu'une



planète et une humanité vivables sont contradictoires avec le capitalisme et le productivisme, et qui cherchent le chemin pour sortir de notre système inhumain ».

Pour l'auteur, « **les propositions avancées par les courants dominants de l'écologie politique européenne ont été jusqu'à présent très insuffisantes ou aboutissent à des impasses. Leur principale faiblesse réside dans leur ignorance de la connexion entre productivisme et capitalisme** ». Pour lui, « **les écologistes se trompent s'ils pensent pouvoir faire l'économie de la critique marxienne du capitalisme. Une écologie qui ne se rend pas compte du rapport entre productivisme et logique de profit est vouée à l'échec – ou pire, à la récupération par le système** ». Il ne s'agit donc pas

seulement d'opposer les "mauvais capitalistes écocides" aux "bons capitalistes verts", car « **c'est le système lui-même, fondé sur l'impitoyable compétition, les exigences de rentabilité, la course au profit rapide, qui est destructeur des équilibres naturels** » (...)

« **Le prétendu capitalisme vert n'est qu'une manœuvre publicitaire, une étiquette visant à vendre une marchandise, ou, dans le meilleur des cas, une initiative locale équivalant à une goutte d'eau sur le sol aride capitaliste** ».

L'"écosocialisme", quant à lui, « **est un courant de pensée et d'action écologique qui fait siens les acquis fondamentaux du marxisme tout en le débarrassant de ses scories productivistes** ».

Son objectif est celui d'un socialisme écologique, « **d'une société écologiquement rationnelle fondée sur la contrainte démocratique, l'égalité sociale et la prédominance de la valeur d'usage** ».

Pour M. Löwy, la société porteuse d'un tel projet suppose « **la propriété collective des moyens de production, une planification démocratique qui permette à la société de définir les buts de la production et des investissements, et une nouvelle structure technologique des forces productives. Autrement dit, une**

transformation révolutionnaire au niveau social et économique ».

Le combat pour ce qui doit être une nouvelle civilisation, à la fois plus humaine et plus respectueuse de la nature, passera par une mobilisation de l'ensemble des mouvements sociaux émancipateurs qu'il faut associer. Il cite J. Riechmann à ce propos : « **ce projet ne peut renoncer à aucune des couleurs de l'arc en ciel : ni le rouge du mouvement ouvrier anticapitaliste et égalitaire, ni le violet des luttes pour la libération de la femme, ni le blanc des mouvements non violents pour la paix, ni le noir de l'anti-autoritarisme des libertaires et des anarchistes, et encore moins le vert de la lutte pour une humanité juste et libre sur une planète habitable** ».

Il est fondé sur un pari, qui était déjà celui de Marx en son temps, souligne l'auteur : « **la prédominance, dans une société sans classes, de l'"être" sur l'"avoir", c'est-à-dire la réalisation personnelle dans les activités culturelles, ludiques, érotiques, sportives, artistiques, politiques, plutôt que dans l'accumulation de biens et de produits** ».

M. Löwy, « **Ecosocialisme, l'alternative radicale à la catastrophe écologique capitaliste** », Ed. Mille et une nuits, Coll. Les petits livres n°77, 238 p 5 €

LIRE



« Moi, Jaurès, candidat en 2012... »

A quelques mois de l'élection présidentielle de 2012 et alors que les candidats se préparent à présenter aux citoyens leurs propositions, Jean Jaurès aurait apporté une utile contribution aux débats. L'auteur de

ce « **Moi, Jaurès, candidat en 2012...** » présente au fil de ce petit livre d'environ 80 pages idées et propositions de Jean Jaurès sur trente thèmes toujours d'actualité – le racisme, Dieu, la laïcité, l'immigration économique, l'éveil des peuples du monde, la patrie... – au travers d'extraits de nombreux articles, discours, livres, interventions à la Chambre des députés de l'homme politique. D'aucuns aujourd'hui citent allègrement le grand homme ; la lecture de ce livre nous rappelle que leur filiation sera seulement reconnue par la fidélité aux principes de Jean Jaurès pour une société réellement démocratique. Ces pages résonnent d'une frappante actualité à l'exemple de cette citation extraite d'un article de l'Humanité de 1905 sur les élections : « **avec la représentation proportionnelle (...) chaque parti a quelque chance d'être représenté au Parlement** » ; cet article de la Dépêche de Toulouse de 1892 sur l'enseignement : « **lorsqu'un homme, si humble soit-il, sait jusque dans l'intimité de sa vie et dans la familiarité de son travail ce que vaut l'esprit, il est apte à tout comprendre...** » ; Cet autre article de la Dépêche de 1890 sur le capitalisme : « **la production capitaliste fonctionne suivant ses lois comme une machine, et il est impossible aux meilleurs des hommes, le voulaient-ils, de faire passer leur âme dans cette machine...** ». Délocalisations, participation, intervention économique de l'Etat, Europe, droits des femmes, paix et internationalisme, sont passés au crible de l'analyse du grand Jaurès, comme autant de renvois à notre actualité politique et sociale. Comme l'indique l'auteur dans son introduction sous forme d'adresse aux candidats de 2012 : « **Jaurès a parfaitement décliné l'organisation de cette société qu'il voulait idéale pour l'accomplissement de l'être humain. Jaurès a démontré que ses propositions formaient un tout cohérent, adaptables au gré des contraintes nouvelles d'un monde en constante évolution, mais en restant toujours ferme sur les principes. Quoi de plus actuel ?** »

« **Moi, Jaurès, candidat en 2012...** », de Jean-Pierre Fourré dans la collection *Hier et aujourd'hui*, éditions de Matignon, mai 2011, 10 €

VOIR...

Itinéraires artistiques

Expositions, spectacles, conférences, films, du 9 septembre au 31 janvier, l'espace Cosmopolis à Nantes présente une manifestation organisée par la ville de Nantes avec la participation de nombreux artistes exprimant les cultures du monde entier, « **Nantes round trip** », sur le thème des migrations. Dessins, peintures, clichés témoignent d'influences et d'itinéraires singuliers et pluriels. Documentaires, reportages, films mettent en exergue des situations diverses, du mouvement des sans terre au Brésil aux traditions tribales et folkloriques indiennes... Enfin, concerts, lectures, conférences, danses permettent échanges et rencontres, incitent à « **apprendre à fréquenter le monde** »

Cosmopolis 18 rue Scribe, passage Graslin, Nantes – cosmopolis-nantes@nantesmetropole.fr tél. : 02 51 84 36 70.



MÉDIAS

Riche comme Jobs

L'ampleur et la tonalité des réactions qui ont suivi l'annonce du décès de Steve Jobs, a eu de quoi étonner. **L'émotion suscitée confinait à la ferveur religieuse et le succès marketing virait au culte de la personnalité.**

Rapide florilège sur les réseaux sociaux : « **Merci Steve d'avoir changé la face du monde.** » « **Steve : il a changé ma vie, merci. Inoubliable.** » « **Il y a eu Leonardo da Vinci... et puis Steve Job.** » Il devient

« **Dieu** », « **un messie** » et déjà « **une légende** ». Il se fait même interpellé dans l'au-delà : « **Choisis à nouveau le bon moment pour te réincarner afin d'éclairer à nouveau l'humanité.** ». Pourquoi tant de ferveur ?

Si le flair financier de Steve Jobs est incontestable, il a aussi eu le don de s'approprier les succès des autres. Jobs n'est pas un technicien, un ergonomiste ni un inventeur. Il a surtout su rassembler des idées déjà existantes (interface graphique, souris, tactiles, multi-points...). S'il a donné ses grandes impulsions stratégiques à la marque Apple, il serait

injuste de lui attribuer toutes les innovations d'Apple. Le mot "Révolutionnaire" dans chaque communiqué de presse pour la moindre mise à jour de produit, se voyait repris, au point de devenir quasi synonyme de celui de la marque commerciale.

Mais qu'on ne se fie pas à l'image d'entreprise "cool", voire gentiment beatnik, qu'essayait de se donner un Steve Jobs avec son hindouisme et son régime végétarien. Ceux qui ont eu l'occasion d'approcher le "génie visionnaire" ont aussi dressé le portrait d'un homme qu'il valait mieux ne pas contrarier. Le magazine Forbes a classé Steve

Jobs, réputé sans pitié et impliqué dans tous les détails de la gestion de l'entreprise, au "Panthéon des patrons tyranniques". Lorsqu'il a catapulté Tim Cook comme directeur adjoint, et depuis PDG, celui-ci a rationalisé l'entreprise, au pire sens néolibéral du terme : licenciements, externalisation de la production en Chine, pression sur les sous-traitants... Le tout dans le but de dégager des marges toujours plus grandes, parfaite réussite dans le genre.

S'il fut donc le pape de quelque chose, c'est avant tout celui d'un capitalisme consumériste, hédoniste et individualiste.

près de vous

Vertou

La mobilisation paie !

Le conseil général renonce à la fermeture du collège public Jean Monnet à Vertou après une mobilisation citoyenne exemplaire soutenue par Michel Gouty, élu communiste de Vertou. Le nouvel établissement quant à lui sera construit dans le secteur élargit de Vertou...

Mais pour que la victoire soit totale...

Il est indispensable selon l'élu communiste que le CG décide rapidement que le futur collège soit sur la commune de Vertou. D'une part, l'ensemble des maires des communes du secteur de recrutement actuel y sont favorables. D'autre part, Vertou se situe en position centrale et possède les infrastructures nécessaires. La commune des Sorinières quant à elle est excentrée, posant des problèmes de transport.

Rezé

Nantes Métropole et le développement du Sud-Loire.

Lors du dernier conseil municipal les élus communistes et républicains de Rezé ont profité de « l'occasion pour insister sur les enjeux particuliers que revêtent les choix de Nantes Métropole pour le Sud Loire. L'opportunité que nous donne le transfert aéroportuaire, qui libère des espaces que nous pouvons vouer au développement économique autour de l'industrie aéronautique, à l'habitat, et à l'habitat social en particulier, pour résister à l'étalement urbain et offrir aux plus jeunes, aux plus modestes, des possibilités de logement encore insuffisantes en nombre même si des efforts conséquents ont été accomplis sur notre territoire. Comment ne pas évoquer en outre l'enjeu pour notre ville que représente la réalisation de la ZAC des Isles ou encore l'achèvement de la ZAC de la Brosse. Sur cette dernière l'éventualité d'y accueillir le MIN de Nantes semble se préciser. Il s'agit là d'une opportunité intéressante qui, pour nous, loin d'handicaper le développement économique de ce secteur, permet d'offrir à ce marché au rayonnement régional une implantation proche du centre de l'agglomération et à proximité du périphérique. Il faudra à cet égard s'assurer une accessibilité renforcée à la quatre voies ainsi que du centre ville de Nantes pour les livraisons de proximité. »

Sénat à gauche : place aux actes !

Dans le cadre des débats budgétaires, les sénateurs PS, CRC, et radicaux de gauche (RDSE) s'attacheront, contre le projet d'austérité du gouvernement à faire prévaloir des mesures de justice fiscale. Ensuite, ils demanderont que le sénat se prononce sur la reconnaissance des événements du 17 octobre 1961, qui, il y a cinquante ans ont coûté la vie à des centaines de personnes, victimes de la répression policière. Le groupe CRC utilisera également son droit d'initiative pour proposer au sénat d'adopter des mesures emblématiques : rétablir le principe de l'interdiction du travail du dimanche. Ils proposeront de donner les moyens financiers aux collectivités territoriales pour entretenir les voies de communication.

Ils soumettront au vote du sénat l'interdiction des licenciements boursiers ainsi qu'un contrôle strict des conflits d'intérêts à tous les niveaux de la vie politique, la restitution à l'Etat des concessions d'autoroutes et l'interdiction des coupures de gaz et d'électricité durant la saison hivernale.

L'invité

SDCI : l'opposition des élus communistes

Depuis la rentrée nombre de conseils municipaux ont eu à se prononcer sur le schéma départemental de coopération intercommunale. Ce schéma est un document institué par la loi de réforme des collectivités territoriales et qui donne une vision de l'évolution de la carte intercommunale. Ces schémas (SDCI) participent dans l'esprit de la loi à la remise en cause des collectivités telle qu'elles se sont créées jusqu'à aujourd'hui puisque le préfet peut imposer des regroupements de communes ou de communauté de communes.

Après la réforme des finances locales le gouvernement a voulu en toute hâte mettre en œuvre la loi de réforme des collectivités locale. L'approche d'élections présidentielles et législatives n'est pas sans expliquer cet empressement. C'est dans ce contexte que les préfets ont concoctés ces schémas, sur lesquels il ne reste qu'aux élus locaux à émettre un avis.

Dès le début, les élus communistes et leur association, l'ANECR, se sont opposés à la réforme des collectivités. C'est dans le même esprit qu'ils s'opposent aujourd'hui au SDCI qui ne s'est pas construit de manière démocratique et qui ne respecte pas le libre choix des communes. Comme le font remarquer nombre d'élus communistes du département, ce schéma est imprégné par l'esprit de la RGPP qui vise à la réduction des moyens pour les services publics et des collectivités.

Fait notable, la mise en cause de la réforme territoriale, de sa mise en œuvre dépasse de loin les seuls élus communistes. Jean Pierre Bel, président du Sénat a d'ailleurs demandé au premier ministre de revenir sur la réforme et à proposé un moratoire sur la mise en place de ces nouvelles cartes des intercommunalité. Même à droite, des voix s'élèvent.

Dans de nombreuses municipalités du département les conseils municipaux ont rejeté ces Schémas. A Trignac, le 30 septembre dernier, après l'intervention de Sabine Mahé, le conseil municipal, droite comprise a voté contre le schéma proposé par le préfet et a demandé l'abrogation de la loi.



L'activité

Nantes

Handicap : le droit à la ville pour tous !

A l'occasion de la présentation du rapport d'activité du Conseil Nantais des Personnes Handicapées le groupe des élus communistes et républicains de la ville de Nantes a pu exprimer son attachement à cet « espace de dialogue, d'expression et de concertation qu'offre le conseil nantais des personnes handicapées [qui] est un atout majeur pour être au plus près des attentes des personnes concernées par le handicap et au delà ». En effet, les élus communistes ont toujours placé la question du handicap comme une question centrale touchant la société dans son entier. Cependant comme l'a souligné Marie Annick Benâtre les collectivités sont bien seules pour assumer cet enjeu. C'est dans ce contexte que l'association « Les Paralysés de France » à travers sa campagne « Des bâtons dans les roues », ont manifesté leur indignation face au recul social que représentent les lois UMP successives qui veulent imposer des dérogations et une simplification des normes dans les bâtiments existants et les collectivités. Malgré, il est bon de le rappeler, quatre dispositions déjà invalidées par le Conseil constitutionnel en deux ans. Au-delà des criants désengagements de l'Etat le groupe souhaite poursuivre les efforts de concertation déjà engagés et que ceux-ci puissent se traduire par des conditions d'accueil compatibles avec la loi de 2005.

St Joachim

Plus de caméras, moins de policiers : STOP !

Lors du dernier conseil municipal du 7 octobre 2011, le groupe des élus communistes et républicains a pu développer son point de vue et exprimer sa désapprobation quant au financement d'une étude visant à implanter sur le territoire de la commune un système de vidéo surveillance. Les élus ont pu rappeler lors du conseil l'inefficacité de la vidéo protection. En effet, toutes les études le rappellent, l'impact de ce type d'outil sur la délinquance serait de l'ordre de 1%, dixit la police nationale dans un rapport officiel ! Les élus communistes ont ensuite illustré ce propos par un cas d'école venant d'outre manche. « Londres à elle toute seule en compte un demi million (de caméras) ce qui devrait faire d'elle la ville la plus sécurisée de toute l'Europe ! Or d'après Scotland Yard, 3% seulement des délits commis dans la capitale britannique sont résolus grâce aux caméras de surveillance ». Au-delà de cette inutilité criante, le financement d'une étude à St Joachim permet aux élus communistes et républicains de rappeler les ravages de la politique de la droite en matière d'insécurité. En effet, avec les milliers de suppressions de postes qui ont lieu dans la police et la gendarmerie, la sécurité de l'ensemble des citoyens sur tout le territoire se voit de plus en plus compromise. Les élus communistes, loin des discours démagogiques qui ont cours aujourd'hui le dénoncent ainsi « Nous assistons actuellement à des fermetures de commissariats la nuit et le week-end, des suppressions de patrouilles, à des transferts de certaines missions à la police municipale et à des entreprises de sécurité privées... On sait qu'avec la réorganisation des territoires au niveau de la brigade de Montoir de Bretagne, le nombre de patrouilles de nuit a considérablement diminué alors qu'il faudrait, à l'inverse, développer une police de proximité... ». En conclusion, finissons-en avec les discours populistes quant à l'insécurité et développons un véritable service public répondant aux besoins des populations.

Rencontre débat entre militants et élus de Nantes

A l'initiative de la section de Nantes, le mercredi 12 octobre s'est déroulée au sein des locaux de la fédération une première rencontre débat permettant aux élus de la section de Nantes et à ses militants de pouvoir échanger et approfondir des thèmes chers à tous. Au cœur des discussions de nombreux sujets variés ont été abordés comme la santé, le logement, ou les transports.

Ce moment privilégié a ainsi permis aux élus présents, notamment ceux de la ville de Nantes et du conseil régional de faire le point sur les enjeux clefs de leur mandat et sur le travail accompli jusque là. Quel rôle des élus communistes dans une majorité de gauche aujourd'hui ? En quoi les élus apportent la voix des citoyens et salariés jusque dans les institutions ? Autant d'interrogations qui ont pu trouver un écho et des éclairages pertinents lors de cette soirée. Avec des illustrations de l'action des communistes à la ville ou à la région comme par exemple avec le travail de la commission régionale d'évaluation et de suivi des aides publiques ou lors des multiples soutiens aux salariés en luttés dans différentes entreprises du département (régional dernièrement), chacun a pu appréhender de manière plus claire les actions de nos élus et leur apport dans nos vies et luttés quotidiennes. Se nourrissant des questions et des réflexions des camarades présents plusieurs thèmes ont pu être traités plus en détail comme par exemple celui du C.H.U de Nantes et de son transfert. Les interrogations de bon sens concernant la mise en route par exemple de nombreux chantiers sur un site qui est voué à être transféré a été l'occasion pour les élus de la ville de Nantes présents d'apporter de nombreux éléments de fonds et techniques explicitant le processus en cours aujourd'hui Hôtel Dieu. Bon nombre d'intervenants se sont félicités de ce type d'initiative permettant de resserrer les liens entre militants et élus pour nourrir réciproquement leurs réflexions et leurs combats. Améliorer ainsi la communication aux camarades intéressés des interventions des élus ou des problèmes spécifiques à nos quartiers ou de nos lieux de travail dans un échange constant et mutuel permettra, et cette initiative l'a confirmée, de rendre toujours plus efficace l'intervention des communistes élus ou militants pour faire gagner l'exigence de changement !



AUJOURD'HUI ET DEMAIN



Commémorations

Vendredi 21 octobre :
Veillée du souvenir à 17H45 au terrain du Bêle à Nantes.

Samedi 22 octobre :
Dépôt de gerbes au monument des 50 otages de Nantes (pont morant) à 10H00.

Dimanche 23 octobre :
- commémoration au cimetière d'Indre à 9H00.
- commémoration à la Blisière à 10H00.
- commémoration officielle dans la carrière de la sablière à 14H30.

Rezé Sud Loire

Jeudi 3 novembre :
Assemblée générale de la section.

Huma café

Vendredi 4 novembre :
Huma café avec pour thème l'urbanisme et les transports à 18H00 au lieu unique à Nantes.

■ Campagne de souscription



Le Conseil départemental de la fédération de Loire-Atlantique lance une **campagne de souscription pour se donner les moyens financiers de ses objectifs politiques.** Des moyens financiers pour son activité politique permanente et

pour préparer les élections présidentielles et législatives 2012. L'enjeu est de taille et nécessite la contribution de toutes et tous, une participation qui est essentielle pour mener la bataille idéologique indispensable à la veille d'échéances politiques importantes pour notre peuple.

Pour souscrire, vous pouvez envoyer votre contribution à la fédération du PCF : 41 rue des Olivettes 44000 Nantes. Les chèques sont à mettre à l'ordre de l'ADF du PCF44. Ces souscriptions sont déductibles des impôts sur le revenu.

Les premiers souscripteurs : AUTES Erwan : 50€, BONNET Christian : 100€, BONTEMPS Gilles : 150€, BENATRE Marie-Annick : 60€, CABON Françoise : 50€, CHAILLOU Julien : 100€, DELAHAIE Hubert et Marie Christine : 100€, GOUTY Michel : 150€, GUILLE Marcel : 50€, JUSTY Marc : 20€, LANNUZEL Raymond : 150€, LE BOSSE Jean Noel : 75€, LE DAHERON Raymond : 30€, MAHE Véronique : 50€, MAIA Pedro : 60€, PICAUD Michèle : 100€, RENEVOT Yvon : 75€, RICA Michel : 100€, ROBERT Paul : 200€, ROUGE Catherine : 100€, SEASSAU Aymeric : 80€, TURMEAU Jérôme : 60€.

■ Cars pour les commémorations de Châteaubriant

Au départ de Nantes :

Car affrété par la fédération : départ du quai Baco à 11H45, arrêt au parking de l'Haluchère à 12H00. Retour prévu : départ 18h environ

Car affrété par le Comité du souvenir : départ de la place du 8 mai à Rezé à 11H30, arrêt à Pirmil à 11H35, arrêt quai Baco à 11H40, arrêt place Zola à 11H50, arrêt au rond point des châtaigniers à 11H55, arrêt à Beauséjour à 12H00, arrêt au Pont du Cens à 12H05, arrêt au Cardo à 12H10.

Car au départ de St Nazaire affrété par l'UL cgt de St Nazaire : réservation et information au 02 40 22 23 21.



« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU
Commission paritaire : N° 0310 I 86504
Imprimerie : IMPRAM Lannion
Composition : SEM Locminé
Responsable de la rédaction : Jérôme TURMEAU
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36
e-mail : redac.nla@orange.fr
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :
Marie-Annick BENÂTRE
Pedro MAIA
Jean-Yves MARTIN
Mireille PERNOT
Yann VINCE



Vite lu...

■ Hors Série de l'Humanité



Un nouvel Hors-série de l'Humanité est disponible à la fédération : **Cette édition est consacrée aux communards.** Des communards dont les portraits sont tracés, Hommes et Femmes révolutionnaires issues de la classe ouvrière, de la ville ou venant de la campagne, des grandes figures de l'art et du journalisme. Ces républicains ont pendant 72 jours écrit une belle page de l'Histoire dont le retentissement sera international. Qui étaient-ils ? C'est ce que vous pourrez découvrir dans ce Hors-série exceptionnel.

Vous pouvez le commander auprès de la fédération au 02 40 35 03 00. Son prix est de 5 euros.

■ Nécrologie

C'est avec tristesse que nous avons appris le décès de Santiago SANCHEZ, militant communiste de la section de Nantes. La fédération et l'équipe des Nouvelles présentent à Jacqueline et à ses proches leurs plus sincères condoléances.



Pourquoi la jeunesse doit-elle s'indigner ?

Par Pauline Fleurimont

La jeunesse sait résister ! A de nombreuses reprises, les jeunes, d'où qu'ils viennent, ont su le prouver. **La jeunesse sait se mobiliser !** Elle est capable de se révolter

face aux injustices. **La jeunesse sait lutter !** La jeunesse sait s'indigner ! Elle sait montrer l'influence qu'elle peut avoir une fois organisée, mobilisée et motivée. **La jeunesse est une force !** Elle est « capable de ressentir au plus profond de son cœur n'importe quelle injustice commise contre n'importe qui, où que ce soit dans le monde » et elle est consciente, la jeunesse, que c'est là la plus belle qualité



d'un révolutionnaire. Car oui, la jeunesse sait faire la Révolution !
Le cœur battant et le poing levé, les jeunes ont toujours su tenir

et garder leur place au cœur des grands tournants historiques et des révolutions. C'est là, précisément, que l'histoire du jeune et courageux militant communiste Guy Moquet, doit faire écho dans nos luttes. Le jeune homme avait dix sept ans à

Le cœur battant et le poing levé, les jeunes ont toujours su tenir et garder leur place au cœur des grands tournants historiques et des révolutions

peine quand il a été exécuté le 22 octobre 1941 à Châteaubriant avec vingt-six de ses camarades, principalement des communistes, pour le simple fait d'avoir voulu résister à l'oppression. **C'est le courage d'un jeune résistant ainsi que celui de vingt six autres, que nous célébrerons ce mois-ci, le 23 octobre à Châteaubriant.**

On pense aussi à la jeunesse

arabe qui s'est soulevée durant les nombreuses révolutions qui se sont déroulées le printemps dernier en Tunisie, au Maroc, en Libye, en Egypte... On pense également aux indignés Espagnols dont l'avenir est menacé sans cesse par la précarité et le chômage. On pense à la manifestation de la jeunesse New Yorkaise, mais aussi aux 30% de chômeurs grecs, aux 23% de portugais vivant sous le seuil de pauvreté, etc... Le méchant de l'histoire ? On vous laissera deviner.

Stop ! La jeunesse ne portera pas le chapeau de la crise et du capitalisme. La dette, c'est celle des banques, pas celle des jeunes. Précaires à vie ? Non merci ! **Les jeunes ont donc rendez-vous le 15 octobre pour une mobilisation internationale, afin qu'à nouveau, ils puissent montrer qu'ils savent résister !**